

Production de viande bovine en Pays de la Loire

Prospective à l'horizon 2030

Avec le soutien financier de :



Les Pays de la Loire sont la première région française productrice de viande bovine. Cette production, qui représente le quart du chiffre d'affaires des productions animales ligériennes, est diversifiée par le fait d'une multitude d'exploitations allant des petits élevages à des systèmes dont les bovins allaitants sont la production dominante. Les difficultés de marché que rencontrent régulièrement la filière et plus particulièrement la production pèsent sur la rentabilité et l'attractivité de la production de bovins allaitants. Alors que les départs à la retraite des chefs d'exploitation vont de nouveau progresser au cours des prochaines années, leur renouvellement risque d'être de plus en plus difficile. Cette tendance, si elle se poursuit sera lourde de conséquences sur l'évolution des volumes de production et sur la dynamique globale de la filière viande bovine en Pays de la Loire.

Ce contexte, déjà d'actualité à la fin des années 2000, a conduit à la réalisation d'une étude prospective sur la filière viande bovine ligérienne en 2010-11, puis en 2014. Sa finalité consistait à éclairer les responsables professionnels sur la problématique du renouvellement des générations en explorant différentes évolutions possibles de la filière. Des repères avaient également été produits sur l'évolution des besoins en installations. L'interprofession régionale bovine, Interbev Pays de la Loire, a souhaité que ce travail de prospective soit actualisé à l'horizon 2030.

La présente analyse, réalisée courant 2019 (avant la crise de la Covid-19) par le Pôle économie et prospective de la Chambre d'agriculture Pays de la Loire, reprend le fil conducteur des précédentes versions à savoir :

- l'analyse du contexte régional et de marché,
- la présentation des différents scénarios d'évolution de la demande et de l'offre à l'horizon 2030.

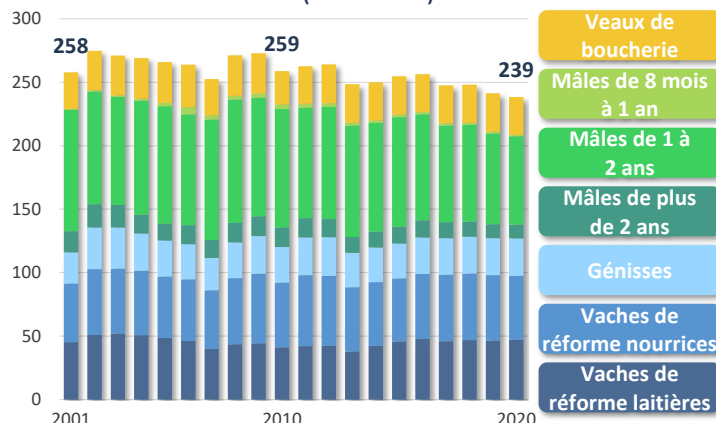
Une réflexion complémentaire a été conduite par les acteurs de la filière, accompagnés par le Conseil régional, sur les objectifs de la filière, les leviers d'actions et les plans d'actions qui en découlent.

La production ligérienne de viande bovine : des enjeux socio-économiques et territoriaux

Une gamme de production diversifiée

Les Pays de la Loire sont la première région productrice de viande bovine avec 238 500 tec (tonnes équivalent carcasses) produites en 2020 (veaux de boucherie compris), soit 17 % de la production nationale et un chiffre d'affaires estimé à 965 millions d'€. La production ligérienne est très diversifiée : réformes allaitantes et laitières (41 %), génisses (12 %), jeunes bovins dont 83 % d'origine allaitante (30 %), bœufs et taureaux (4 %) et veaux de boucherie (13 %). La production bovine ligérienne recule de 8 % depuis 2010. Les sorties de jeunes bovins ont fortement reculé depuis 2010 (-27 %), surtout en type racial laitier. Les SOQ (signes officiels de qualité) représentent 4 % de la production régionale de viande bovine.

Evolution de la production totale de viande bovine en Pays de la Loire (1 000 tec)



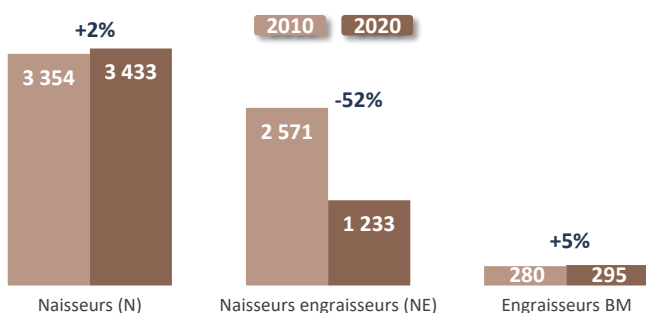
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

Une diversité de systèmes producteurs de viande bovine

La production de viande bovine ligérienne est réalisée par une grande diversité de systèmes agricoles : 16 200 exploitations détiennent des bovins en 2020 d'après les travaux de typologie conduits à partir des données EDE. Une part d'entre eux sont à dominante bovins allaitants, voire spécialisées dans la production de bovins allaitants maigres ou finis (5 000 exploitations naisseurs, naisseurs-engraisseurs, engraisseurs, voir graphique ci-dessous). Pour les autres, la production de viande bovine est, soit un coproduit de l'activité principale (réformes laitières), soit un atelier complémentaire de naisseur et/ou d'engraissement. Il y a enfin près de 3 670 petits élevages qui sont, soit de petites exploitations détenant moins de 20 vaches allaitantes, soit des exploitations plus conséquentes, mais détenant un petit atelier viande bovine.

Evolution du nombre d'élevages bovins viande par système en Pays de la Loire



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : EDE

Le nombre d'exploitations détenant plus de 20 vaches allaitantes a baissé de 25 % entre 2010 et 2020. De fortes évolutions sont à noter notamment le recul très sensible des systèmes naisseurs-engraisseurs du fait du repli de l'engraissement. En 2020, 7 300 chefs d'exploitations exerçaient dans les exploitations à dominante bovins allaitants selon la MSA. Leur moyenne d'âge s'élevait à 50 ans et 55 % d'entre eux avaient plus de 50 ans. Entre 2016 et 2020, environ 150 installations (aidées et non aidées) ont en moyenne été réalisées chaque année. Elles suivent une évolution baissière depuis quelques années principalement en raison de la faible rentabilité des capitaux investis dans cette production.

Une production régionale destinée au marché français et à l'exportation

La production de femelles (allaitantes et laitières), de bœufs et de veaux de boucherie est destinée au

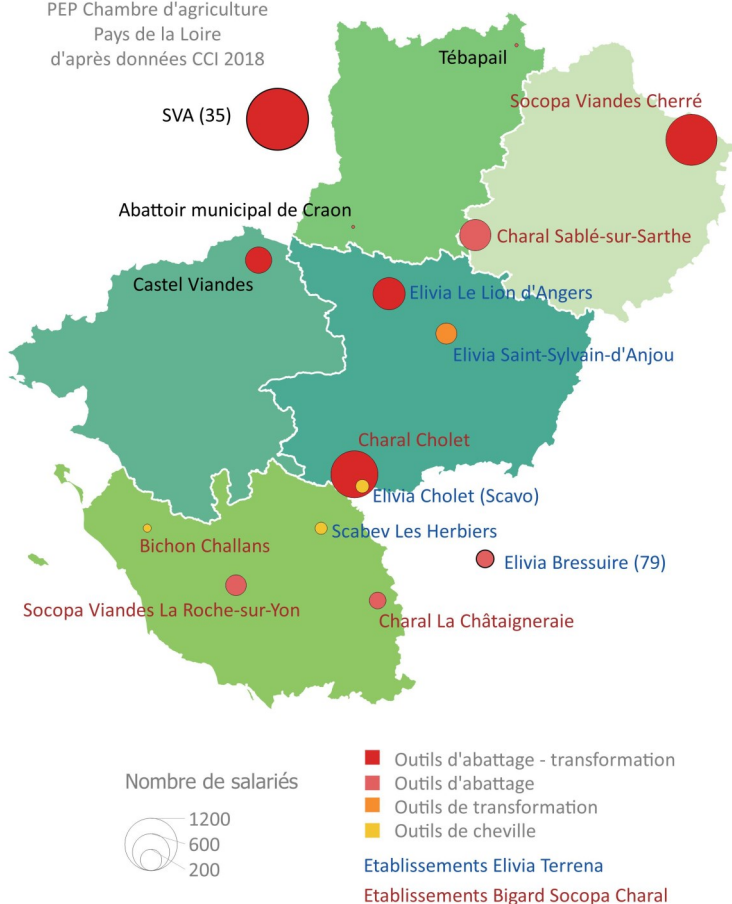
marché français tout comme la moitié de la production de jeunes bovins finis de 8 à 24 mois. La moitié de la production de jeunes bovins est exporté vers l'Allemagne et le sud de l'Union européenne (Italie et Grèce) et en moindre mesure vers les Pays tiers du bassin méditerranéen et l'Asie.

La production ligérienne prolongée par la présence des leaders nationaux de l'abattage-découpe

Une part de l'activité de production et de commercialisation est organisée au sein de groupements de producteurs : Union Ter'élevage, Bovinéo, Agrial et Cevap. La filière de production est prolongée par la présence sur le territoire ligérien et à sa périphérie des leaders nationaux de l'abattage-découpe de viande bovine (Bigard - Charal - Socopa, Elivia, Castel Viandes). Le reflux de la production régionale et la baisse des abattages qu'elle induit constitue un enjeu de compétitivité que ces acteurs doivent relever. L'ensemble de cette filière, à l'instar des nombreuses autres filières agricoles ligériennes, revêt des enjeux socio-économiques et territoriaux importants, en témoigne les emplois directs et indirects induits en Pays de la Loire et dans les territoires limitrophes, le maintien des prairies et du bocage, etc...

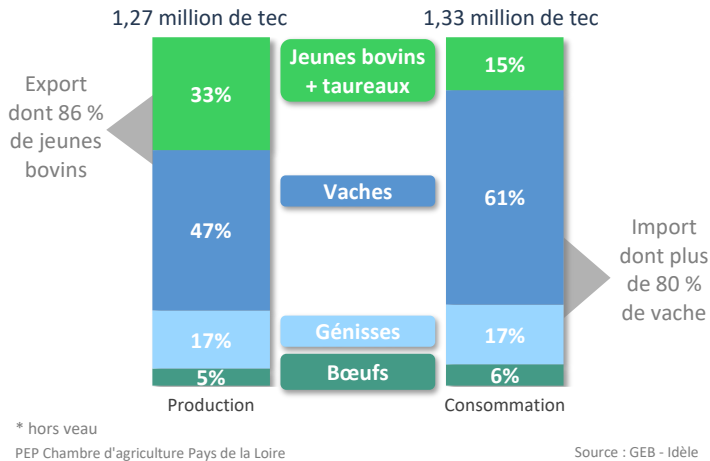
Etablissements d'abattages et de transformation de viande bovine des Pays de la Loire

PEP Chambre d'agriculture
Pays de la Loire
d'après données CCI 2018



Un décalage offre/demande sur le marché français

Production et consommation française de viande bovine* en 2019



Le marché français de la viande de gros bovins est déficitaire et présente un décalage entre l'offre et la demande. Son équilibre s'ajuste grâce au commerce extérieur principalement réalisé avec l'Union européenne. La France produit en effet 60 % de femelles pour 40 % de mâles, alors que les consommateurs français ont une préférence pour la viande de femelles (près de 80 % de la consommation française). Ce décalage offre/demande conduit à importer de la viande de femelles (très majoritairement de la réforme laitière) et à exporter de la viande de mâles (essentiellement de la viande de jeunes bovins de race allaitante ou des animaux finis du même type) vers le sud de l'Union européenne et l'Allemagne et moins régulièrement vers les Pays tiers. La part des jeunes bovins consommés en France a néanmoins progressé au cours des dernières années pour atteindre la moitié des volumes produits en 2020.

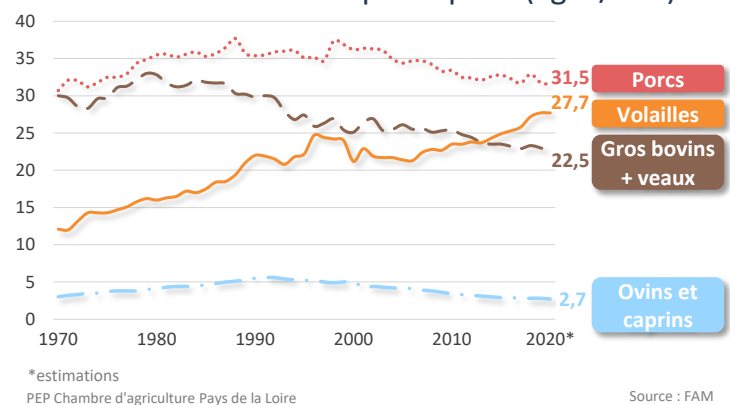
La France se distingue également par un flux d'exportation de brouillards (animaux maigres) vers le sud de l'Union européenne (Italie majoritairement et Espagne) et par une production de veaux de boucherie non négligeable qui couvre l'essentiel des besoins de cette viande bovine blanche. Des circuits d'exportation de brouillards ont été également développés vers le bassin méditerranéen depuis une dizaine d'années en compléments des flux traditionnels vers le sud de l'Europe (Italie, Espagne). La balance commerciale de la France en viande bovine (viande, bovins finis et maigres) est excédentaire de l'ordre de 950 millions d'€ en 2020.

Baisse tendancielle de la consommation française et difficultés à l'exportation vers l'Union européenne et les Pays tiers renforcées par la crise de la Covid-19

La consommation individuelle de viande bovine poursuit son repli tendanciel en France (22,5 kgec/hab en 2020). Ce recul s'est confirmé en 2020 en raison de la crise de la Covid-19. La fermeture de la RHD lors des confinements successifs a pénalisé la consommation globale de viande bovine. Les achats des ménages ont progressé, mais sans compenser le recul des volumes écoulés en RHD. Le commerce extérieur français de viande bovine a également été perturbé par la crise sanitaire. Le repli de consommation de viande bovine en RHD a impacté les importations de viande bovine d'origine européenne. Elles ont reculé de l'ordre de 15 %. Face à un marché européen contraint par la crise sanitaire, les exportations de jeunes bovins ont également fléchi, mais de façon plus modérée. Elles étaient stables les années précédentes, l'envolée du début des années 2010 ayant été difficile à pérenniser dans le temps, malgré de nouvelles opportunités de marché notamment en Asie.

Confortation de la viande hachée et de l'origine française dans la consommation de viande bovine

Evolution de la consommation individuelle de viande en France par espèce (kgec/hab)



Au repli de la consommation se superpose la poursuite de la progression des viandes hachées : elles ont sensiblement augmenté dans les achats des ménages en 2020 et se rapprochent désormais de 60 % de la consommation. Cette confortation des viandes hachées moins bien valorisées et le glissement de gamme qui en découle sont baissiers sur les prix à la production des viandes d'origine allaitante. Autre conséquence plus positive de la crise sanitaire cette fois, le recul de la part des viandes importées contribue à renationaliser la consommation française de viande bovine.

La production de viande bovine régionale à l'horizon 2030

Les facteurs clés de l'évolution de l'offre et du besoin de production de viande bovine ont été identifiés et analysés. Différentes hypothèses prospectives ont été envisagées pour chacun de ces facteurs clés puis combinées dans la construction de 3 scénarios contrastés d'évolution de la production régionale à

l'horizon 2030 (tendanciel, crise et volontariste).

L'année de référence est 2018 compte tenu des données disponibles lors de la réalisation de l'étude. Réalisée en 2019, elle ne prend par ailleurs pas en compte le contexte Covid.

Prospective viande bovine en Pays de la Loire : principaux résultats à l'horizon 2030

	2018	Tendanciel	Volontariste	Crise
Cheptel VA 2030*	432 578	338 862	364 808	312 281
<i>Cheptel VA 2030/18</i>		-22%	-16%	-28%
Production BM 2030*	219 611	180 028	189 436	171 112
<i>Production BM 2030/18</i>		-18%	-14%	-22%
Taux de renouvellement**	35-40 %	36%	41%	26%
Installations annuelles**	145	121	130	93
Exploitations***	5 408	3 382	3 638	3 049
<i>Exploitations 2030/18</i>		-37%	-33%	-44%

* Ensemble des systèmes détenteurs de VA et producteurs de BM

** Moyenne 2014-18 ATEXA élevages bovins viande, source MSA

*** Périmètre des Nais, Nais-Eng et Eng hors mixtes

Source : PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire - Comité de pilotage

Scénario tendanciel : poursuite des difficultés actuelles

Dans un contexte de croissance économique modérée dans les pays émergents et faible en Union européenne, la demande de viande bovine reste dynamique dans les économies émergentes, mais poursuit son recul tendanciel en Europe et en France (-1 %/an sur la consommation individuelle). Le marché européen est un peu plus ouvert aux importations de viande bovine en provenance des Pays tiers en raison de la conclusion d'accords bilatéraux notamment avec l'Amérique du Nord. Les effets perturbateurs du Brexit sont limités par la signature d'un accord in extremis en 2020. L'influence des mouvements « anti-élevage » demeure modérée et le développement de la viande artificielle est très marginal. La lutte contre les émissions de GES (gaz à effets de serre) est par ailleurs renforcée en raison de l'accentuation du changement climatique.

En France, les importations reculent en raison des moindres besoins intérieurs, les exportations se maintiennent grâce aux quelques marchés des Pays tiers captés en Méditerranée et en Asie. La concentration des acteurs de la filière se poursuit, elle peut s'accompagner de l'entrée d'opérateurs étrangers en France. Les relations entre les maillons de la filière sont tendues et compliquent le développement de la contractualisation.

Dans ce contexte de marché atone et de recul du besoin de production avec des effets différenciés selon les types de viande bovine, les contraintes s'accroissent pour les exploitations bovins viande :

prix des matières premières végétales et de l'énergie soutenus et volatils, forte pression foncière avec effet de zonage (concurrence autres filières) et durcissement des réglementations environnementales, bien-être animal,... en lien avec la demande sociétale. Les aides couplées de la PAC sont maintenues, mais la convergence et le verdissement sont accentués, les programmes opérationnels sont peu, voire pas développés.

La performance environnementale des exploitations (économie d'intrants - émission/stockage carbone) est conditionnée à l'effet levier de la PAC, à la progression de la valorisation économique des efforts (marché, PSE, ...) et à la possibilité de production de l'énergie. Les gains de productivité du travail, les performances techniques et la rentabilité sont hétérogènes et dépendent des capacités d'investissement. Le financement des investissements (installation, modernisation) reste difficile en raison de la faible rentabilité des capitaux investis dans un contexte de pression sur les prix à la production (difficultés à l'export et valorisation insuffisante sur le marché intérieur). Les attentes des nouveaux porteurs de projets évoluent, la dynamique de renouvellement s'érode et la population des chefs d'exploitations poursuit son vieillissement.

Le nombre d'exploitations bovins viande recule de 37 %, le cheptel de vaches allaitantes de 22 % et la production de bovins mâles de 18 % par rapport à 2018.

Scénario de crise : recul accentué de la consommation et perte de dynamique de la filière

La croissance économique des pays émergents est en panne et les politiques d'austérité sont en vigueur en Europe. Dans ce contexte, la demande de viande bovine ralentit dans les pays émergents, et la baisse de la consommation s'accroît dans l'Union européenne et en France (-1,5 %/an de consommation individuelle). L'influence des mouvements « anti-élevage » impacte également la consommation de viande bovine. Le marché européen, perturbé par le Brexit, est plus ouvert aux importations Pays tiers de viande bovine, mais elles restent limitées par la baisse de la demande.

En France, les importations reculent pour les mêmes raisons, mais les exportations reculent elles aussi à cause du moindre dynamisme de la demande en Union européenne, dans le bassin méditerranéen et en Asie. Le solde des échanges se dégrade. Le nombre d'acteurs se réduit fortement dans la filière, des outils d'abattage sont fermés faute d'approvisionnement suffisant et des groupes internationaux s'implantent sur le sol français. Les réglementations d'abattage sont durcies.

Dans ce contexte de recul plus sensible du besoin de production, toujours avec des effets différenciés selon les types de viande bovine, la conjoncture très dégradée affecte la rentabilité des élevages. Ils rencontrent des difficultés importantes à financer les investissements nécessaires à l'amélioration de la productivité et des performances techniques qui demeurent très hétérogènes. Compte tenu de l'accentuation sensible du changement climatique, la mobilisation pour la lutte contre les émissions de GES génère des contraintes supplémentaires sur le cheptel allaitant, notamment une demande accrue de performance environnementale.

Cette situation est accentuée par le délaissement des politiques publiques françaises et européennes d'accompagnement de l'élevage et l'abaissement des soutiens de la PAC. La détente du prix des matières premières et le relâchement des contraintes réglementaires ne suffisent pas pour enrayer l'essoufflement de la dynamique de renouvellement et le vieillissement de la population des chefs d'exploitation.

Le nombre d'exploitations bovines viande recule de 44 %, le cheptel de vaches allaitantes de 28 % et la production de bovins mâles de 22 % par rapport à 2018.

Scénario volontariste : consommation, export et amélioration du fonctionnement de la filière

La croissance économique, même modérée, soutient la demande de viande bovine dans les pays émergents. La reprise est faible en Europe, mais permet de ralentir la décroissance de la consommation de viande bovine en Union européenne et en France (-0,5 %/an de consommation individuelle). Des barrières non tarifaires limitent l'impact des accords bilatéraux sur les importations européennes.

Le solde des échanges s'améliore en raison de la quasi stabilisation des importations et d'une légère progression des exportations. Des opportunités sont en effet saisies sur le pourtour méditerranéen et surtout en Asie et compensent le recul des débouchés de l'Union européenne. Les opérateurs bénéficient du renforcement des politiques publiques d'accompagnement de l'export en France. Dans ce contexte plus porteur, l'abattage se restructure, les gains de compétitivité progressent, l'organisation économique de la production et les relations contractuelles se renforcent notamment grâce à la PAC.

A l'échelle des exploitations, les gains de productivité et l'amélioration des performances sont plus généralisés. La meilleure répartition de la valeur ajoutée améliore la rentabilité des capitaux investis. La visibilité offerte par la contractualisation facilite le financement des reprises (installations) et des investissements de modernisation. Mais la dynamique de renouvellement reste pénalisée par le besoin de capitaux et l'attractivité du métier.

Le nombre d'exploitations bovines viande recule de 33 %, le cheptel de vaches allaitantes de 16 % et la production de bovins mâles de 14 % par rapport à 2018.



Conclusion : des scénarios impactants

Les impacts mesurés sur le nombre d'exploitations, le cheptel et la production sont assez peu différenciés selon les scénarios, ce en dépit de contexte sensiblement différents. Ce constat illustre l'importance du poids de la démographie des éleveurs dans l'avenir de la filière et les conséquences d'une attractivité en berne, mais pourtant nécessaire au renouvellement des éleveurs.

Il en résulte des conséquences multiples sur les volumes d'activité et la valeur ajoutée qu'ils génèrent dans les différents maillons de la filière, ainsi que la dynamique des territoires sur les plans économiques, sociaux et environnementaux.

Dans la continuité de cette étude, une réflexion globale a été conduite par les acteurs de la filière, accompagnés par le Conseil régional, sur les objectifs de la filière, les leviers d'actions et les plans d'actions qui en découlent.

Pour finir, il a été proposé lors de la finalisation de cette étude que les travaux pouvaient être approfondis sur la deuxième partie de la période en tablant sur l'évolution du rapport offre / demande plus favorable à la production de bovins viande (baisse de la production plus importante que le recul de la demande) dans la mesure où ce déficit n'est pas comblé par des viandes d'importations.



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»



Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 51	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr
Nicolas ROUAULT	Tél. 02 41 18 60 36	Mail : nicolas.rouault@pl.chambagri.fr